

## CONVENTION D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE D' ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE



Vu :

- La délibération n° 1.6 du Conseil Départemental en date du 7 décembre 2023 relative au programme coordonné 2023-2027 Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie ;
- La délibération n° 1.21 de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 15 septembre 2025.

Il est arrêté et convenu ce qui suit

ENTRE, d'une part :

**Le Département de la Seine-Maritime**, représenté par le Président du Département, Bertrand BELLANGER, dûment habilité par la délibération susvisée.  
Dénommé ci-après « le Département »

ET, d'autre part :

**CCAS de Rouen**, sis 2 Rue de Germont 76000 ROUEN représenté par Caroline DUTARTE, sa Vice-Présidente.  
Dénommé ci-après « l'Organisme »

### **PREAMBULE**

L'Organisme œuvre dans le champ la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

Suite à la demande de l'Organisme, le Département de la Seine-Maritime a décidé de lui apporter son soutien dans le cadre de la Commission des financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien au programme d'actions de l'Organisme en faveur de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées et qui répond aux orientations du programme coordonné de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de la Seine-Maritime.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les projets dont l'objet est indiqué en article 2.

### **ARTICLE 2 : MONTANT ET UTILISATION DE LA SUBVENTION**

Le Département octroie à l'Organisme une subvention d'un montant de 12 208 € au titre de l'année 2025.

Cette subvention est destinée à financer la mise en œuvre d'actions répondant aux orientations du programme coordonné de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de la Seine-Maritime grâce à l'action suivante :

Volet concerné	Action	Montant 2025
Mobilité dont sécurité routière	Aide à la mobilité en faveur des plus fragiles – Poursuite de l'action	12 208 €

L'annexe 1 à la présente convention précise les modalités de mise en œuvre et d'évaluation de l'action financée, en concertation avec l'Organisme.

### **ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

En 2025, le Département procédera au versement de la subvention en une seule fois après signature de la présente convention.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'Organisme.

L'ordonnateur de la dépense est le président du Département de la Seine-Maritime. Le service payeur est la paierie départementale.

Le comptable assignataire est le payeur départemental.

Si l'Organisme vient à cesser son activité en cours d'année, la subvention accordée sera reversée au Département au prorata temporis.

### **ARTICLE 4 : EVALUATION ET CONTRÔLE**

#### **4-1 Évaluation**

L'organisme s'engage à fournir au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'octroi de la subvention :

- le compte de résultat de l'action retraçant l'emploi des fonds alloués pour la réalisation de l'action et l'exécution des obligations prévues dans la présente convention.
- un bilan qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action portant notamment sur la conformité des résultats aux objectifs et sur le déroulement de l'action (indicateurs d'activité et de suivi, notamment ceux demandés annuellement par la CNSA) selon le modèle qui sera fourni par le Département.

Ces documents sont signés par le responsable légal ou toute personne habilitée.

Le Département procède, avec le bénéficiaire, à l'évaluation de l'action et à l'appréciation des résultats obtenus.

L'évaluation décrit les conditions de réalisation, sur un plan quantitatif comme qualitatif, de l'action à laquelle le Département a apporté son concours financier. Elle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 2, sur la mesure de l'atteinte des objectifs énoncés ainsi que sur l'impact des interventions et du programme d'actions, notamment au regard de l'intérêt général d'un point de vue départemental et/ou local.

#### **4-2 Contrôle**

Le Département contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la réalisation de l'action. Il peut exiger le remboursement de la quote-part de la subvention non utilisée ou utilisée de manière non-conforme.

Pendant et au terme de l'exécution de la convention, l'emploi de la subvention est soumis au contrôle du Département, dans les conditions du droit commun applicable en matière de contrôle financier et d'évaluation des organismes bénéficiaires de financements publics.

Le bénéficiaire de la subvention doit répondre à toute demande d'information à cette fin, notamment dans le cadre de l'évaluation finale et du contrôle financier annuel. Il s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile dans le cadre de ce contrôle de la réalité et de la validité des dépenses ou de cette évaluation sur place ou sur pièces.

L'Organisme devra prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente voir sa responsabilité recherchée par l'organisme de droit public en qualité d'organisme public subventionneur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit au Département, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande. Autrement, cette somme sera susceptible de faire l'objet d'un titre de recette.

## **ARTICLE 5 : AUTRES OBLIGATIONS DU CONTRACTANT**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Prévenir le Département de tout changement dans ses statuts ou son règlement intérieur, dans la composition de son conseil d'administration ou de son bureau ;
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et/ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, pour une raison quelconque, informer sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception le Département ;
- Ne pas reverser tout ou partie de la subvention à un tiers, sauf accord express du Département dûment inscrit dans la convention

## **ARTICLE 6 : ASSURANCES**

L'Organisme souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité du Département puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

## **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

Les actions de communication entreprises par le bénéficiaire de la subvention devront faire mention du soutien financier du Département et de la CNSA dans le cadre de la Conférence des financeurs. Les supports de communication graphique devront être en conformité avec la charte graphique du Département.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou cette publication.

## **ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION / RÉSILIATION**

La présente convention est consentie pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

## **ARTICLE 9 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les dispositions de l'article 1.



## **ARTICLE 10 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES ET DES CLAUSES DE LA CONVENTION**

L'Organisme prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général départemental au travers de son action et doit être conforme à l'objet défini à l'article 1 de la présente convention.

En cas de violation par l'Organisme de l'une des clauses de la présente convention, après éventuellement mise en demeure de s'y conformer dans le délai qu'il fixera, délivrée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le Département pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Le reversement fera l'objet d'une injonction délivrée par voie de lettre recommandée avec demande d'accusé de réception par le Département, et sera poursuivi par voie de titre exécutoire s'il n'est pas fait droit à l'injonction sous quinzaine.

## **ARTICLE 11 : LITIGES**

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires à Rouen, le

***(Mentionner la date à laquelle le dernier signataire de la convention signe) en deux exemplaires originaux.***

La Vice-Présidente ou son représentant  
par délégation

Le Président du Département  
de la Seine-Maritime

Caroline DUTARTE

Bertrand BELLANGER

# **ANNEXE 1** **MODALITES DE MISE EN OEUVRE ET D'EVALUATION DE/DES ACTIONS FINANCEES**



L'Organisme s'engage à mettre en œuvre l'action suivante selon les modalités définies dans cette présente annexe

ACTION	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE (objectifs, calendrier, mobilisation des partenaires)	MODALITES D'EVALUATION
<b>Aide à la mobilité en faveur des plus fragiles – Poursuite de l'action</b>	<b>OBJECTIFS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développer le service d'accompagnement individuel en vue de lutter contre les risques d'isolement, de sédentarité et de perte d'autonomie.</li> <li>▪ Faciliter aux aînés rouennais qui ne sont pas en capacité d'utiliser les transports en commun, l'accès aux loisirs, à la culture et à la vie sociale.</li> <li>▪ Utiliser ce dispositif comme un outil de repérage et de lutte contre l'isolement social.</li> <li>▪ Renforcer le service d'accompagnement collectif mis en place en janvier 2023, afin de toucher un plus grand nombre de personnes et d'encourager le lien social et la paire-aidance.</li> </ul>	<b>INDICATEURS HABITUELS</b> <b>DEMANDES PAR LA CNSA :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Date de mise en œuvre du projet (action) (période)</li> <li>▪ Nombre de séances ou d'ateliers</li> <li>▪ Nombre de bénéficiaires de l'action</li> <li>▪ Nombre de bénéficiaires de l'action âgés de 60 à 69 ans</li> <li>▪ Nombre de bénéficiaires de l'action âgés de 70 à 79 ans</li> <li>▪ Nombre de bénéficiaires de l'action âgés de 80 à 89 ans</li> <li>▪ Nombre de bénéficiaires de l'action âgés de 90 ans et plus</li> <li>▪ Nombre de femmes par action</li> <li>▪ Nombre d'hommes par action</li> <li>▪ Répartition par GIR des bénéficiaires (GIR 1 à 4 / GIR 5 ou 6 ou non girés)</li> </ul> <p>En fonction des directives de la CNSA, les indicateurs sont susceptibles d'évoluer.</p> <b>INDICATEURS SPECIFIQUES A L'ACTION :</b> <u>Indicateurs quantitatifs :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nombre d'accompagnements individuels réalisés.</li> <li>▪ Nombre d'accompagnements collectifs réalisés.</li> <li>▪ Nombre de personnes ayant pu bénéficier du service.</li> <li>▪ Nombre de personnes identifiées au sein du SDA à la suite de ce dispositif.</li> <li>▪ Répartition par quartier du territoire.</li> <li>▪ Répartition par motif d'accompagnement.</li> <li>▪ Répartition par tranche d'âge.</li> </ul>
	<b>CALENDRIER</b> <p>Cette action est déjà mise en place et n'a pas été interrompue depuis le mois de juillet 2022. Elle sera poursuivie sans délai sur 2025.</p>	
	<b>PARTENAIRES</b> <p>L'ensemble des professionnels intervenant auprès des travailleurs sociaux (CLIC, CCAS, CMS, CHU, EMGD, mandataires judiciaires...) intervenant sur la commune de Rouen sont mobilisés afin de permettre le repérage et l'orientation des personnes dont l'état de santé et/ou la situation d'isolement nécessite la mise en place du service d'accompagnement personnalisé.</p> <p>Les acteurs de premiers recours (secrétaires de mairie et de CMS, éducateur en activité physique adaptée, bailleurs sociaux, aides à domicile...)..</p>	
	<b>PUBLIC</b> <p>100 bénéficiaires visés.</p>	

	<p>Les personnes âgées du territoire de Rouen dont l'état de santé, l'autonomie, l'environnement et/ou les ressources entraînent une incapacité pour effectuer des déplacements extérieurs seules.</p>	<p><u>Indicateurs qualitatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Niveau de satisfaction des personnes ayant bénéficié du service.</li> <li>▪ Niveau de satisfaction des professionnels ayant orienté vers ce service.</li> </ul>
--	--	--